

Étude de Planification et Programmation Matières Territoriale (E2PM)

SYNTHÈSE PÉDAGOGIQUE

JUIN 2023

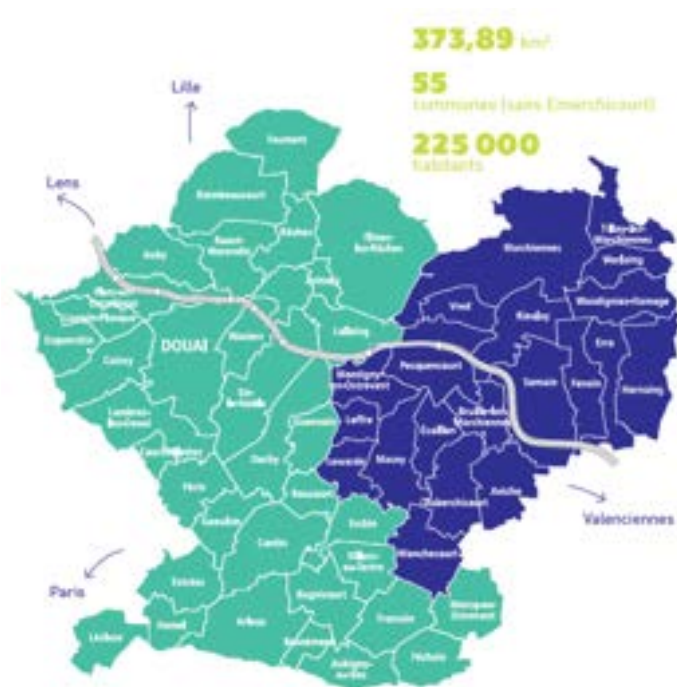
Contexte

Le projet de territoire du SCOT Grand Douaisis vise à faire du Douaisis un Territoire d'Excellence Environnementale et Energétique (DT3E). Il repose aujourd'hui sur deux documents stratégiques : le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) et le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET).

Une précédente étude, réalisée en 2017, a permis de démontrer l'enjeu lié à la vulnérabilité de l'économie du territoire face aux risques d'approvisionnement en ressources naturelles et produits manufacturés.

Afin de poursuivre son action, le Syndicat Mixte du SCOT Grand Douaisis a lancé en novembre 2021 une Etude de Planification et de Programmation "Matières" Territoriale (E2PM) financée par l'ADEME Hauts-de-France et réalisée par deux bureaux d'étude : CitéSource et Vertigo Lab. Cette étude comprend 3 phases répondant à 3 objectifs :

- **Phase 1** : mieux connaître les consommations de matières et gisements de déchets du territoire
- **Phase 2** : coconstruire une stratégie commune basée sur des scénarios prospectifs élaborés lors d'ateliers afin d'éclairer les politiques ou actions à mettre en œuvre
- **Phase 3** : engager concrètement de premières mesures et programmer de futures actions



Phase 1 – Etat des lieux et analyse des flux de matières du territoire

Lors de cette première phase de l'étude, une **analyse des activités économiques** a été réalisée afin d'évaluer la vulnérabilité de certains secteurs face au risque d'approvisionnement en matières premières. Parallèlement, **l'étude des flux et ressources locales** a permis de visualiser les grandes masses de matières mises en jeu dans le fonctionnement du territoire.



Méthode

Les activités économiques ont tout d'abord été étudiées par une **analyse de spécialisation sectorielle** permettant de caractériser la dynamique des secteurs.

Une **analyse des risques** liés à l'approvisionnement en matières premières des activités complète cette étude. 9 **entretiens** réalisés auprès d'acteurs économiques représentatifs du territoire ont enrichi ces travaux.

Les flux et ressources « matières » du territoire du SCOT du Grand Douaisis ont tout d'abord été étudiés selon la méthode du bilan de flux de matières (à partir notamment de statistiques existantes sur le transport de marchandises et les déchets). L'année 2017, pour laquelle des données complètes sont disponibles, est étudiée. Une modélisation des flux complète le bilan pour : les **flux de biomasse alimentaire** (consommation, déchets et émissions dans les réseaux d'assainissement) ; les flux et stocks de **matériaux de construction et déchets de chantiers** du BTP ; les **flux et stocks liés aux véhicules particuliers et équipements électriques et électroniques** des ménages.

Analyse des activités économiques

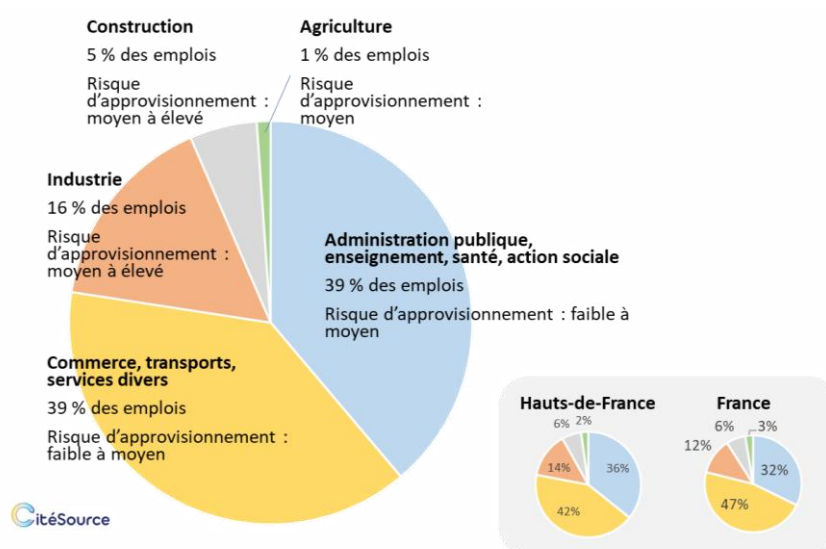


Figure 1. Part des emplois du territoire du SCOT en 2017 et risque d'approvisionnement (source : E2PM, 2022 - CitéSource)

Le territoire du SCOT est riche d'une forte activité économique et compte environ 93 000 emplois en équivalent temps plein en 2017. 4 grands types de secteurs sont identifiés :

- **Secteur mature** : industrie automobile ;
- **Secteurs en expansion** : collecte et traitement des eaux usées ; entreposage et services auxiliaires des transports ; publicité et études de marché ;
- **Secteurs en progression** : édition ; agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes ; activités créatives, artistiques et de spectacle ; réparation des ordinateurs et de biens personnels et domestiques ;
- **Secteurs en perte de vitesse** : fabrication de boissons ; services d'informations ; industrie de l'habillement ; fabrication de textiles.

Les 3/4 des emplois du territoire se situent dans le **secteur tertiaire et les services** qui sont aujourd'hui faiblement à moyennement exposés à un risque lié à leur approvisionnement en matières premières. En effet, ils n'utilisent quasiment pas de matières premières vierges. Cependant, ils nécessitent des équipements électriques et électroniques (ordinateurs par exemple) ainsi que des véhicules et des consommables. Ceci est particulièrement le cas des activités liées à la santé et au numérique.

L'**industrie** représente 16 % des emplois et est moyennement à fortement exposée à des risques d'approvisionnement. Les risques varient selon les activités, les plus exposées étant la métallurgie, la fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements, la fabrication d'équipements électriques, la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques et l'industrie chimique. Les risques liés à l'industrie ont fait l'objet d'une analyse détaillée (cf. rapport phase 1 – E2PM, 2022).

5 % des emplois sont liés à la **construction (bâtiment et travaux publics)**. Ces activités sont moyennement à fortement exposées à des risques. Elles mobilisent en effet de nombreux produits métalliques comprenant de l'acier, de l'aluminium ou du cuivre. Le béton comprend du ciment dont la production nécessite principalement du calcaire, du gypse et l'argile, mais aussi de la bauxite, du lithium et de la magnésite. Les perturbations de la production et distribution de produits suite à la pandémie de Covid-19 ont engendré une hausse des coûts de construction et des retards sur les chantiers.

L'**agriculture**, qui représente 1 % des emplois, est moyennement exposée à des risques. L'agriculture conventionnelle recourt à des engrais phosphatés et potassiques qui sont importés. Les restrictions mises en place par certains pays exportateurs ont contribué à la forte hausse (+32 %) du prix des engrais et amendements agricoles en 2021¹. Ces risques s'accroîtront en 2022 avec la guerre en Ukraine.

¹ Agreste (2022).

Etude des flux et ressources locales²



Figure 2. Les flux de matières entrant et sortant des activités du territoire du SCOT en 2017, tonne par habitant (source : cette étude - CitéSource)

Le bilan de flux de matières du territoire fait apparaître 5 points clés :

- Une **consommation intérieure** de matières de **2,6 Mt**, soit une masse par habitant de 11,7 t/habitant, proche de celle de l'ensemble de la France ;
- **3 principales matières** consommées : matériaux de construction (54%), aliments (22%) et combustibles (11%) ;
- Une **extraction locale** de matières (production alimentaire, récolte de bois, production de sable et limon) de 0,5 Mt (2,1 t/hab) représentant le **cinquième de la consommation** ;
- Une **génération de déchets** de **0,5 Mt** (2,2 t/hab) provenant pour 3/4 d'activités économiques et surtout de chantiers du BTP ;
- **2/3** de ces déchets **font l'objet d'une valorisation matière ou énergétique**, soit 0,3 Mt valorisés (1,3 t/hab).

² Infographie et cartographies complètes en ligne :

- [Notice des cartographies de flux](#)
- [Flux en 2017 selon le bilan : kt](#)
- [Flux en 2017 selon le bilan : t/hab](#)
- [Consommation de matériaux de construction et déchets de chantiers](#)
- [Consommation alimentaire hors eau de la population et émissions associées](#)
- [Consommation de véhicules et équipements électriques et électroniques et déchets associés](#)

Consommation et extraction locale

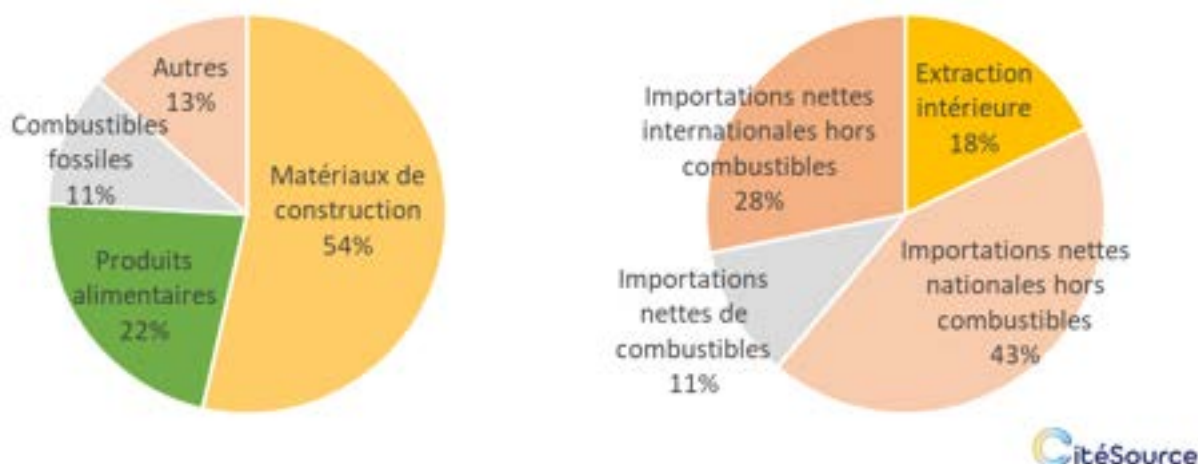


Figure 3. Les matières consommées par le territoire du SCOT en 2017 et leur origine [source : E2PM, 2022 - CitéSource]

3 matières ressortent dans la consommation intérieure du territoire en 2017. Les matériaux de construction (pour le BTP) dominent avec près de la moitié des flux (1,4 Mt). Les produits alimentaires représentent près du quart de la consommation (0,6 Mt), et les combustibles (pétrole, gaz et combustibles minéraux solides dont charbon) environ le dixième (0,3 Mt). Ces matières sont majoritaires également dans la consommation intérieure de l'ensemble de la France.

Les matières consommées sont principalement issues d'**importations** depuis le reste de la France et d'autres pays. Parmi ces dernières, les autres communes du département du Nord et les départements limitrophes dominent, suivis d'autres pays, en particulier depuis la Belgique.

Le territoire **produit également des matières premières**. 0,5 Mt (2 t/hab) d'aliments, bois et sable ont été extraits des champs, forêts et du sous-sol en 2017. Il s'agit principalement de produits alimentaires et en particulier de betteraves, pommes de terre et blé. La production est très diverse et comprend des fruits et légumes, du maïs, de l'orge, du colza et du lait.

Cette **production agricole couvre environ la moitié de la consommation alimentaire** totale du territoire, y compris celle du bétail. Cependant, si on prend uniquement en compte la consommation des habitants, la production est très proche de celle pour les fruits et légumes, et très largement supérieure pour les céréales.

Production de déchets et valorisation matière

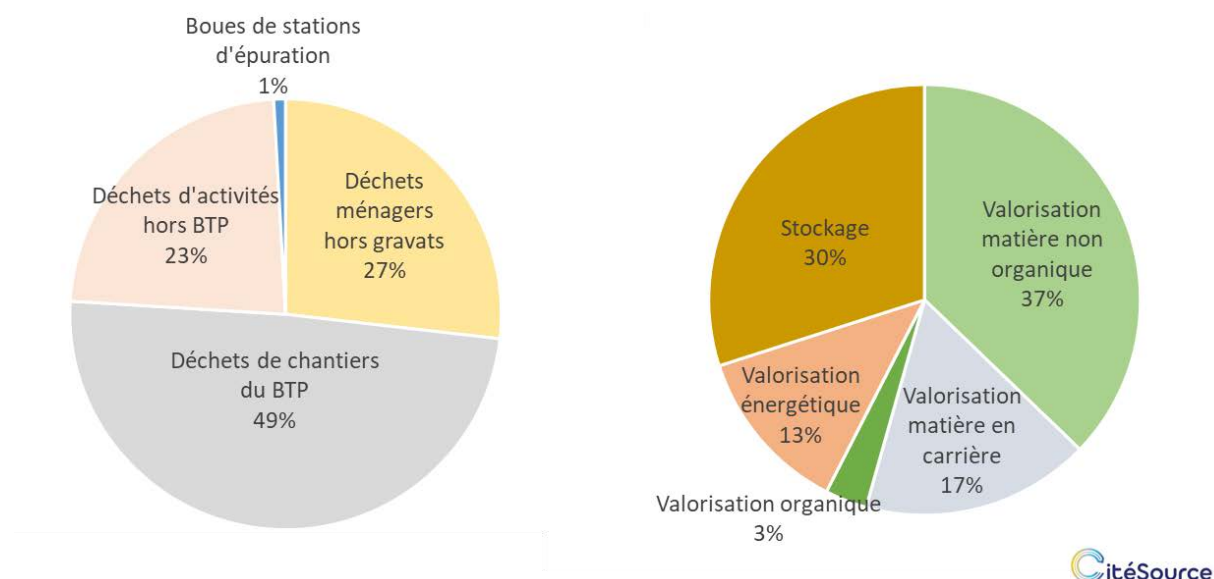


Figure 4. Les déchets produits par le territoire du SCOT en 2017 et leur gestion (source : cette étude - CitéSource)

Les ménages et les activités économiques du territoire ont généré **0,5 Mt (2,2 t/hab)** de **déchets** en 2017. Ces déchets proviennent très **majoritairement des activités économiques** et surtout des chantiers du BTP. Cette prédominance des déchets de chantiers et plus largement d'activités économiques est également observée pour l'ensemble de la France.

Près des 2/3 des déchets générés sur le territoire du SCOT en 2017 font l'objet d'une **valorisation matière** (recyclage, réaménagement de carrières, valorisation organique) ou énergétique, soit 0,3 Mt valorisés (1,3 t/hab). Ce taux de valorisation est proche de celui de l'ensemble de la France.

Zoom sur 3 matières à enjeux

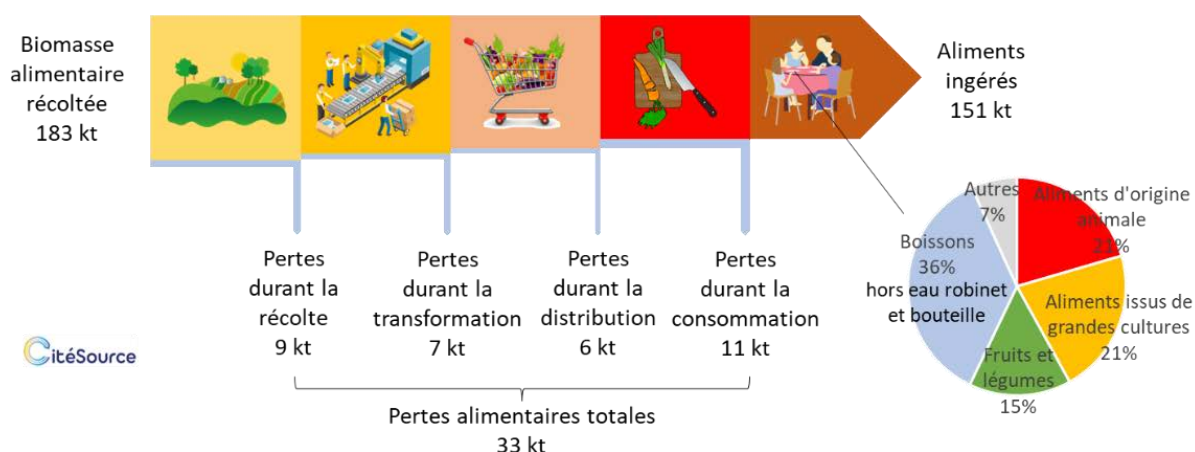


Figure 5. Flux de biomasse alimentaire et pertes alimentaires modélisés, territoire du SCOT, 2017 (source : cette étude - CitéSource)

La modélisation des **flux de biomasse alimentaire** montre que si 151 kt d'aliments ont été ingérées par les habitants du territoire en 2017, des pertes d'aliments sont générées en amont de cette consommation, dont 11 kt d'aliments achetés mais non consommés (épluchures,

aliments périmés, etc.). Ces déchets sont peu valorisés aujourd'hui mais pourraient l'être prochainement. En effet, la loi AGECL de 2020 prévoit de généraliser le tri à la source des biodéchets. De plus, plusieurs projets de méthanisation de déchets sont en cours de développement sur le territoire.

La modélisation des flux de **matériaux de construction et déchets de chantiers** montre une consommation (matériaux mis en œuvre) de 410 kt pour des déchets potentiels de 220 kt (dont réemploi). Les matériaux minéraux constituent la très grande majorité des flux. La brique est le matériau typique du territoire et son réemploi pourrait faire l'objet d'un développement de filière.

7 kt de **véhicules** et 2 kt d'**équipements électriques et électroniques** ont atteint leur fin de vie en 2017. Ces déchets, lorsqu'ils sont collectés, sont fortement valorisés mais leur taux de collecte pourrait progresser (autour de 50 % en France). Par ailleurs, les véhicules et équipements comportent des métaux critiques qui représentent de très forts enjeux en termes de risques d'approvisionnement et d'impacts environnementaux.

Des constats partagés par 9 acteurs clés du Grand Douaisis

Les **entretiens** réalisés auprès de 9 entreprises du territoire ont fait apparaître des échelles d'approvisionnement allant du local à l'international, liées à l'appartenance d'entreprises à des groupes ou à la forte spécificité des matières achetées. Les acteurs gestionnaires de déchets sont centraux pour la recherche de solutions de valorisation locales. Des pratiques d'achats responsables, gestion des déchets et RSE souvent innovantes sont observées et sont en fort développement. Les acteurs ont évoqué les risques en forte hausse liés aux achats de matières et énergie suite à la pandémie et à la guerre en Ukraine.

Elaboration des scénarios

La phase 2 de l'étude a été organisée en trois étapes :

1. Elaboration de trois scénarios d'évolution de la consommation de matières, de la production et de la gestion des déchets (cf. tableau ci-dessous) ;
2. Caractérisation de l'évolution des flux de matières aux horizons 2026 et 2050 pour chacun des scénarios élaborés ;
3. Evaluation des retombées socio-économiques et environnementales de chacun de ces scénarios aux horizons 2026 et 2050 ;

Scénario 1 – Tendanciel	Scénario 2 – Intermédiaire	Scénario 3 – Ambitieux
Les habitudes de consommations évoluent faiblement et le territoire ne dispose toujours pas de planification matière. Le territoire perd en attractivité et la dépendance aux importations reste identique à 2018. Le territoire continue d'importer une partie importante de ses matières premières agricoles, industrielles et de construction.	Une planification et programmation matières a été élaborée mais peine à être pleinement déployée. Le territoire demeurant fortement dépendant aux importations de matières premières, gagne lentement en sobriété. Les acteurs économiques engagés ont réussi à maintenir leur activité grâce à la mise en œuvre de premières actions mais le territoire reste vulnérable face aux chocs externes.	Les habitudes de consommations évoluent fortement et le territoire dispose d'une planification matières ambitieuse et soutenue par les acteurs du Grand Douaisis. Le territoire est devenu plus attractif. La production locale augmente et est orientée vers la consommation locale. Le territoire du Grand Douaisis devient sobre et résilient.

Tableau 1 : Synthèse des scénarios élaborés au cours de la phase 2 de l'E2PM (source : Vertigo Lab)

Jugé cohérent avec le PCAET et l'ambition du SCoT, le scénario 3 a été sélectionné à l'unanimité par les élus et acteurs du Grand Douaisis.

Description détaillée du scénario ambitieux (S3)

En 2026, suite à une **prise de conscience** des entreprises, collectivités et citoyens, **une planification et programmation matières ambitieuse a été adoptée et mise en œuvre**. La consommation du territoire évolue vers davantage de sobriété. La croissance de la demande en matières ralentit. Cette nouvelle sobriété s'observe dans l'ensemble des secteurs : les bâtiments sont davantage réhabilités, partagés et orientés vers la multifonctionnalité. La valorisation et réutilisation des ressources est de plus en plus fréquente grâce à une filière du tri et recyclage bien implantée. Une véritable chasse au gaspillage a été initiée : valorisation de la chaleur fatale, cogénération, valorisation des biodéchets, etc.

En 2050, les **transformations importantes dans les façons d'habiter, de s'alimenter, d'acheter et utiliser des équipements permettent d'atteindre la neutralité carbone**. Le Grand Douaisis fait partie des territoires résistants le mieux aux chocs, **sa planification matières** : les entreprises ont modifié et relocalisé leurs processus de production et les agriculteurs ont réussi à adapter leurs cultures et pratiques pour faire face au changement climatique. Ils sont soutenus par les consommateurs qui se tournent systématiquement vers du local et de saison.

Le scénario 3 anticipe une **dynamique positive et pérenne du territoire**, qui deviendrait plus attractif et dont l'économie deviendrait plus résiliente. Toutefois, celui-ci présente plusieurs risques ou prérequis que l'étude s'est attachée à caractériser. Il nécessite en effet une **volonté politique forte** puisqu'il intègre des objectifs de **transformation de l'économie**, de recyclage et d'autres formes de valorisation des déchets jugés très ambitieux. Pour certains secteurs, une baisse de l'activité devra même être anticipée et les entreprises du territoire devront donc être accompagnées (recrutement, formation, nouvelles compétences, etc.).

Avantages et atouts du scénario	Risques et prérequis du scénario
- Cohérent avec les objectifs du PCAET, contribue à remplir les objectifs fixés - Gain en sobriété : économie des ressources et respect des limites planétaires - Gain en résilience : adaptation face au changement climatique et aux chocs géopolitiques et économiques - Sécurisation des approvisionnements, dépendance limitée aux ressources extérieures - Amélioration de l'attractivité du territoire et de la qualité de vie (à moyen-long terme)	- Scénario très ambitieux, dépendant également des évolutions à l'échelle nationale - Volonté politique forte nécessaire et mobilisation des acteurs du territoire requise - Baisse d'activité à anticiper pour certains secteurs d'activités (p.ex., BTP) : nécessité d'accompagner les entreprises et les salariés concernés

Tableau 2 : Analyse du scénario 3 [source : Vertigo Lab]

En dépit de ces points de vigilance, les **retombées socio-économiques et environnementales attendues sont jugées positives**. Premièrement, l'évolution des flux de matières et de la gestion des déchets devraient entraîner une **réduction importante des importations** et de la dépendance du territoire à l'économie extérieure.

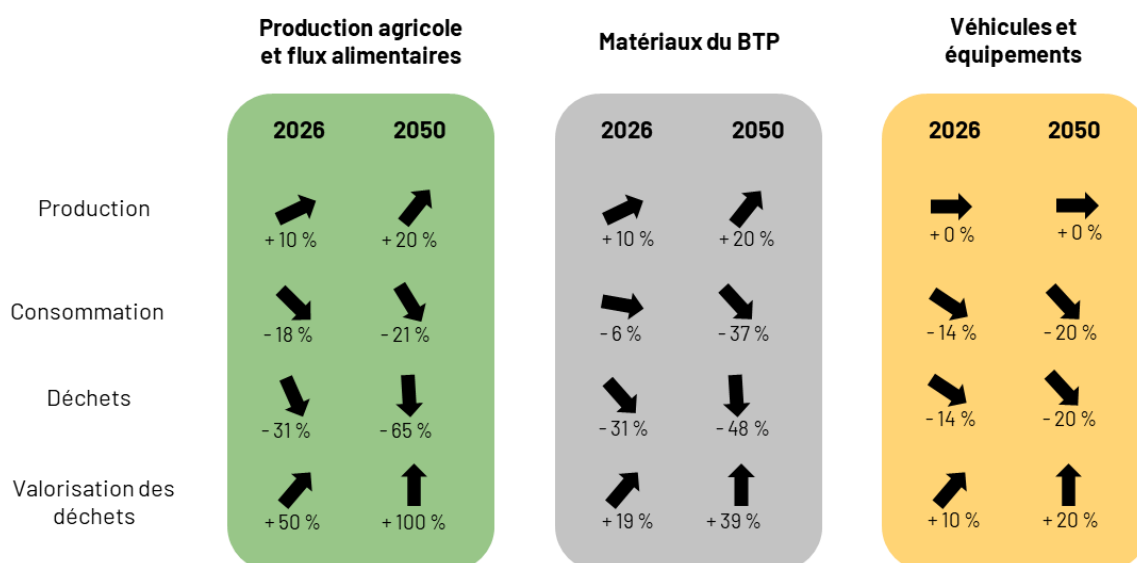


Figure 1 : Evolution attendue des flux de matières et de la gestion des déchets selon les principaux secteurs concernés pour le scénario 3 (source : CitéSource)

	Agricole et agroalimentaire	Industrie et métallurgie	BTP	Gestion et valorisation des déchets
Vulnérabilités actuelles	Secteur en « perte de vitesse » et peu attractif. Forte dépendance aux énergies fossiles et intrants	Secteur de l'industrie automobile en « perte de vitesse ». Forte dépendance aux matières premières importées (secteur métallurgique notamment).	Secteur du BTP en « perte de vitesse ». Forte dépendance aux matières premières importées (béton et métaux).	Secteur de la collecte et traitement des déchets en « perte de vitesse ».
Effets du scénario 3	L'utilisation d'engrais organique réduit fortement la dépendance du secteur.	Le secteur utilise de plus en plus de matières premières recyclées et réduit sa dépendance aux importations.	Le secteur se réinvente, abandonnant peu à peu la construction neuve au profit de la rénovation et réhabilitation.	Le réemploi, la valorisation et le recyclage des déchets augmentent fortement.

Tableau 3 : Vulnérabilités pré-identifiées et effets attendus du scénario 3 (source : Vertigo Lab)

Les retombées socio-économiques attendues sont donc positives : + 5 % d'emplois à horizon 2050 et les emplois soutenus sont plus résilients et non-délocalisables.

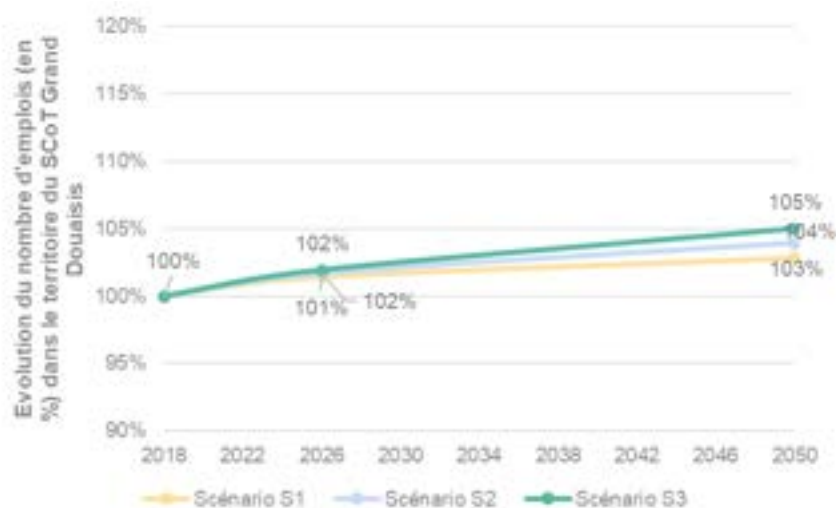


Figure 2 : Evolution du nombre d'emplois aux horizons 2026 et 2050 (source : Vertigo Lab)

Néanmoins, la relocalisation de certaines activités destinées à la consommation induit à son tour une relocalisation des émissions de gaz à effet de serre (GES). La hausse de la production locale entraîne donc une hausse des émissions de GES au niveau local.

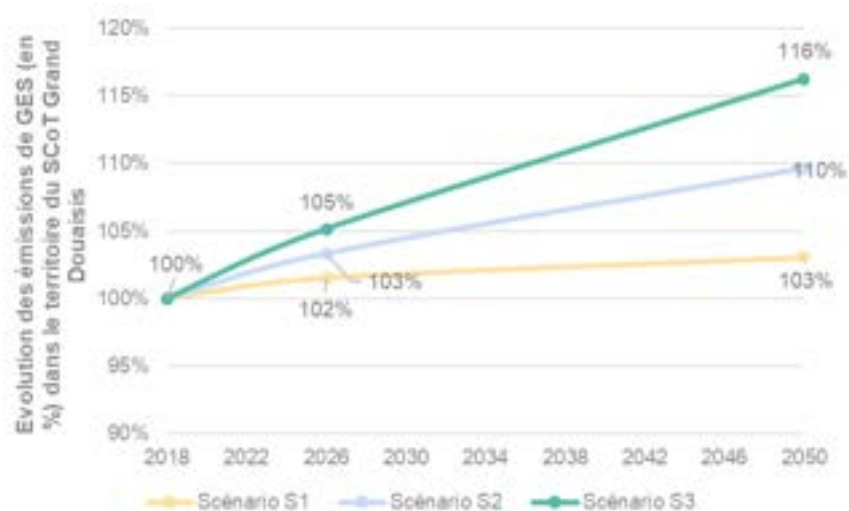


Figure 3 : Evolution des émissions de GES aux horizons 2026 et 2050 hors évolutions liées à l'énergie produite et consommée (source : Vertigo Lab)

Cette hausse des émissions de GES et des polluants atmosphériques sera d'autant plus importante si par ailleurs, le mix énergétique du territoire reste identique et que l'efficacité énergétique des activités industrielles ou du bâtiment n'évoluent pas.

Ce résultat n'est cependant pas jugé incompatible avec l'objectif de neutralité carbone du PCAET du Grand Douaisis. Les variables étudiées ici (démographie, production de certains secteurs d'activités, taux et durée de vie des équipements, construction neuve et rénovation dans le secteur du bâtiment, etc.) ont en effet un impact relativement négligeable sur les émissions du territoire et ce sont d'autres facteurs, tel que le développement des énergies renouvelables locales, qui permettront de réduire les émissions de manière significative et d'atteindre les objectifs du PCAET.

Stratégie et plan d'actions

La phase 3 de l'étude a été organisée en 3 temps :

1. Co-construction de la stratégie et identifications des actions à mener en réponse au scénario retenu en phase 2 ;
2. Définition des actions à mettre en œuvre pour concrétiser les ambitions visées ;
3. Elaboration d'un tableau de bord pour aider au suivi de la mise en œuvre de la stratégie et des actions.

En cohérence avec le scénario 3 « Vers un Grand Douaisis sobre et résilient » sélectionné par les élus et acteurs du Grand Douaisis lors de la phase 2, la stratégie matières du Grand Douaisis a été élaborée en réponse aux grands enjeux identifiés sur le territoire :

- **Vulnérabilité** des entreprises face aux risques d'approvisionnement ;
- Maintien de l'**attractivité** du territoire ;
- Soutien de l'**emploi local** et non délocalisable.

Rappel du scénario ambitieux (S3)

En 2026, suite à une **prise de conscience** des entreprises, collectivités et citoyens, **une planification et programmation matières ambitieuse a été adoptée et mise en œuvre**. La consommation du territoire évolue vers davantage de sobriété. La croissance de la demande en matières ralentit. Cette nouvelle sobriété s'observe dans l'ensemble des secteurs : les bâtiments sont davantage réhabilités, partagés et orientés vers la multi-fonctionnalité. La valorisation et réutilisation des ressources est de plus en plus fréquente grâce à une filière du tri et recyclage bien implantée. Une véritable chasse au gaspillage a été initiée : valorisation de la chaleur fatale, co-génération, valorisation des biodéchets, etc.

En 2050, les **transformations importantes dans les façons d'habiter, de s'alimenter, d'acheter et utiliser des équipements permettent d'atteindre la neutralité carbone**. Le Grand Douaisis fait partie des territoires résistants le mieux aux chocs environnementaux et économiques (tels que la crise sanitaire, les conséquences de la guerre en Ukraine) : les entreprises ont modifié et relocalisé leurs processus de production et les agriculteurs ont réussi à adapter leurs cultures et pratiques pour faire face au changement climatique. Ils sont soutenus par les consommateurs qui se tournent systématiquement vers du local et de saison.

Afin de répondre à ces enjeux, trois objectifs stratégiques ont été définis :

1. Adopter un **mode de vie plus sobre**, local et partagé
2. **Relocaliser** et réorienter la production à destination de la consommation locale
3. **Réutiliser, réparer et valoriser** les matières pour limiter la dépendance aux importations

Ces objectifs et la stratégie globale ont été pensés à court et long terme, à horizon 2026 et 2050, afin d'agir à la fois rapidement et dans la durée. **La stratégie matières concerne le territoire du Grand Douaisis et s'adresse en priorité aux acteurs économiques locaux, tout en portant l'ambition de mobiliser et d'entraîner les collectivités et citoyens**. En effet, si le SCOT prévoit d'assurer son rôle de sensibilisateur, animateur et facilitateur, une partie de

ces actions s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie territoriale et devront donc être portées par l'ensemble des acteurs du Grand Douaisis.

Les prérequis à la mise en œuvre de la stratégie matières du SCOT peuvent ainsi être résumés comme suit :

- ✓ **Poursuite et soutien aux actions déjà engagées sur le territoire** : un certain nombre d'actions et d'initiatives existent déjà sur le Grand Douaisis et contribuent à l'atteinte des objectifs fixés par la stratégie, notamment le développement de recycleries et ressourceries. Il s'agira de poursuivre le soutien à ces actions pour accélérer leur déploiement.
- ✓ **Sensibilisation** : la sensibilisation des particuliers, acteurs économiques et institutionnels du territoire aux enjeux auxquels répond la stratégie matières est indispensable pour permettre son acceptation et mise en œuvre. Cette sensibilisation pourra prendre la forme de visites apprenantes, campagnes de communication, création de kits pédagogiques à destination des citoyens, écoles et entreprises du territoire.
- ✓ **Formation** : au-delà de la sensibilisation, il est nécessaire de former les acteurs du territoire pour les préparer aux changements prévus par la stratégie matières et son plan d'actions. Il conviendra d'agir aussi bien sur la formation initiale que continue afin de toucher les salariés d'aujourd'hui et de demain.
- ✓ **Portage et volonté politique** : le SCOT du Grand Douaisis et ses partenaires ont été mobilisés tout au long de l'étude E2PM. Les acteurs clés du territoire pourront constituer autant d'ambassadeurs et moteurs pour la mise en œuvre concrète et opérationnelle de la stratégie matières et de son plan d'actions. C'est par l'exemple et des initiatives fortes et inspirantes que la stratégie matières pourra être largement adoptée et déployée.

Une fois la stratégie du Grand Douaisis établie, **un plan d'actions a ensuite été structuré autour des trois objectifs stratégiques ainsi que des actions transversales** (de support), jugées indispensables à sa bonne mise en œuvre.

Détaillé dans le tableau ci-dessous, **le plan d'actions ressources/ matières se concentre sur 10 actions clés**, indiquées en gras dans le tableau. Elles ont été sélectionnées en priorisant des actions : (i) répondant à l'enjeu "matière" ; (ii) non déjà portées par des acteurs du territoire ; (iii) permettant d'atteindre les objectifs fixés par le scénario ambitieux sélectionné.

Axe 1 : Adopter un mode de vie plus sobre, local et partagé	Axe 2 : Relocaliser et réorienter la production à destination de la consommation locale	Axe 3 : Réutiliser, réparer et valoriser les matières pour limiter la dépendance aux importations
▪ Accompagner le secteur agricole dans sa transition agroécologique ▪ Optimiser les process de production et usages pour limiter la consommation en énergie ▪ Renforcer les actions de rénovation durable des logements (Action 1) ▪ Déployer une expérimentation d'un habitat partagé ▪ Encourager le tri systématique des déchets	▪ Consommer des produits alimentaires locaux ▪ Réorienter la gestion des achats de matières premières (Action 2) ▪ Créer une plateforme de stockage et valorisation de bois énergie (Action 3) ▪ Développer le modèle de l'économie de la fonctionnalité et de la coopération	▪ Consolider la filière valorisation des biodéchets ▪ Réaliser une étude de flux centrée sur les matériaux/ déchets de chantiers (Action 4) ▪ Mobiliser et animer une plateforme en ligne besoins-ressources (Action 5) ▪ Créer un poste de coordinateur réemploi ▪ Optimiser et mutualiser la collecte des déchets des entreprises (Action 6) ▪ Augmenter la capacité de tri et recyclage du territoire ▪ Soutenir le développement des ressourceries/ recycleries ▪ Favoriser l'écosystème d'entreprises permettant la valorisation des co-produits (Action 7)
Actions transversales, supports		
▪ Organiser les Trophées de l'Economie Circulaire du Grand Douaisis (Action 8) ▪ Faire émerger une offre de formation sur l'optimisation de l'utilisation des ressources (Action 9) ▪ Activer le levier de la commande publique (Action 10)		

Tableau 4 : Plan d'actions de la stratégie matières du Grand Douaisis

Un tableau de bord selon un format tableur Excel a été créé afin de suivre la mise en œuvre des 10 actions prioritaires.



36 rue Pilâtre de Rozier
59500 DOUAI
03.27.98.21.00
contact@grand-douaisis.org
www.grand-douaisis.com

